

Le Sénat retoque la loi sur l'asile : on ne dépense pas assez pour nos chers clandestins !

écrit par Conan | 9 décembre 2018



Immigration, asile et intégration : non adoption des crédits et article 77 quater rattaché non adopté.

Le Gouvernement est autrement plus soucieux du confort des migrants que de celui de nos "sans dents" (avec ou sans gilet jaune...). Mais ce n'est pas encore assez.

Cependant, le Sénat vient de retoquer la Loi de Finances 2019, prétendant que l'effort en direction de l'asile et de l'intégration des migrants était insuffisant !!!

En ont-ils parlé aux JT, chez BFMacron ?

Très curieusement le lien à côté du petit logo vert était actif la nuit dernière, mais ne l'est plus ...Ce qui ne me surprend pas car cette nouvelle vient bien confirmer la légitimité de l'angoisse de notre peuple et tombe au pire moment pour tous ces traîtres !...



Immigration, asile et intégration : non adoption des crédits et article 77 quater rattaché non adopté.

http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201809/projet_de_loi_de_finances_pour_2019_comprendre_les_enjeux_du_texte.html

Un "scoupe"—comme disent nos journalopes— n'avait pas trop retenu mon attention, en Octobre dernier, tant les mesures en faveur de la préférence étrangère n'en finissent pas de s'empiler les unes aux autres et qu'en écho s'abattent sur nous les les hausses de taxes en tous genres, principalement dans le but-inavoué-de financer lesdites mesures...Notre Rantanplan de l'Intérieur l'avait annoncé doctement: "**Il y a un redimensionnement de la politique d'immigration**"

Et vlan ! Silence dans les rangs, gens de rien ! Pourquoi?

Pour qui? En vertu de quoi et quel intérêt pour notre pays et ses CONtribuables??? Nous attendons toujours l'exposé des motifs..

Ignorants des raisons, nous connaissons par contre les conséquences...

Les Français qui galèrent pour boucler leurs fins de mois ont pu apprécier... Hé oui, le budget de l'Etat pour l'intégration et l'accueil des "réfugiés" devrait être augmenté de 200 millions d'euros, c'est à dire que l'enveloppe servant à financer uniquement la phase "asile et intégration" aurait atteint 1,58 Milliard € en 2019... Presque la moitié de ce que la taxe sur le carburant était censé rapporter...

Cette hausse représentant quand même 14%, alors que le budget général devrait être à peu près maintenu (+0,6%) en 2019, celle-ci devant permettre de financer le doublement des cours de langue et les mesures d'insertion professionnelle.

Le budget prévoyait ainsi une hausse de plus de 40% l'an prochain des crédits de l'intégration, portés à 395 millions €, dont 52millions exclusivement pour la formation linguistique. Le Gouvernement pronostiquait une "stabilité de la demande d'asile" . **A l'horizon 2020, l'Etat prévoyait de loger 86% des demandeurs d'asile, contre 50% actuellement.** Pour cela, l'objectif ambitieux du Gouvernement était d'augmenter le parc d'hébergement, pour atteindre "plus de 97.000 places en 2019, grâce, notamment, à la création de 1.000 places en centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) et de 3.500 en hébergement d'urgence. Pour équilibrer ses prévisions, le Gouvernement tablait, en 2019, mais aussi pour 2020, sur une "stabilité de la demande d'asile et une baisse de 10% des demandeurs Dublin".

Près de 100.000 personnes ont demandé l'asile en France en 2017.

Concernant la lutte contre l'immigration irrégulière, les centres de rétention administrative devraient bénéficier d'un plan d'investissement de 50 millions€ avec plus de 450 places supplémentaires prévues en 2018 et 2019. L'ancien ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, avait annoncé 400 places supplémentaires mais "on a étendu le plan en cours d'année" indiquait-on à l'intérieur.

Bien que nous trouvions tous ces chiffres déjà extravagants, patatras : le Sénat vient (07/12/2018) de retoquer cette loi des finances pour 2019, considérant que la revalorisation programmée n'était pas en rapport avec le redimensionnement en question !!!

En effet, selon le Sénateur Buffet (LR/Rhône)<< *les moyens programmés sont fondés sur des hypothèses irréalistes et restent notoirement insuffisants au regard de la réalité des phénomènes migratoires auxquels la France est aujourd'hui confrontée*>>...

Ah bon, mais jusqu'où irons-nous ?? Car, selon les sources les plus sérieuses, le coût annuel de l'immigration supportée par la France tournerait déjà entre 77 et 84 milliards d'euros par an ... (Gérard Pince/André Posokow). Ces chiffres ne tenant pas compte de la faculté de regroupement familial nouvellement offerte aux migrants mineurs isolés !! ... Quand on sait que la plupart de ces "mineurs" sont issus de familles polygames, il faut s'attendre à l'arrivée et au besoin de prise en charge de villages entiers !!! ...

Revaloriser le budget dans le seul but de favoriser l'invasion migratoire, l'hébergement d'étrangers au détriment des SDF et de nos concitoyens victimes de la casse sociale engendrée par la concurrence déloyale mondialisée (certains de nos compatriotes contraints de coucher dans leur voiture !!! ...) au moment où les Français réalisent que cette politique est la cause de difficultés économiques et d'insécurité génératrices

de taxes et d'impôts, ne peut qu'amener ce gouvernement à se retrouver dans une situation intenable, surtout s'il décide d'engager la France dans le pacte de Marrakech ...

Nos petits Mozart de la Finance et de la Politique semblent avoir perdu de vue que l'ONU est devenu un "machin" tombé aux mains d'une majorité de "shit holes countries" qui cherche à institutionnaliser la déportation, vers les pays dits "riches", de ces centaines de millions de chômeurs et d'analphabètes ...

Pourtant le continent africain recèle de bien plus de richesses que l'Europe occidentale ...

Nozélites contribuent donc, consciemment, non seulement à inciter à l'invasion de notre pays, mais également à la déportation de populations devenues indésirables sur leur propre sol, ceci, pour le plus grand profit de roitelets et dictateurs africains qui ne seront jamais assez riches (cf le palais présidentiel de mugabé, de ben ali, bongo etc ...+ châteaux et palaces dont ils sont propriétaires en France ...)

□